

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19600 - 76ÈME ANNÉE

La seule conséquence concrète des discussions entre la Région Réunion et le Groupement

NRL : Accord pour déminer le terrain à Sébastien Lecornu

Au terme de la rencontre tenue deux jours durant en préfecture la semaine dernière entre le Groupement et la Région Réunion au sujet du financement de la route en mer, un accord a été trouvé. Seul l'État a officiellement communiqué à ce sujet, annonçant uniquement une reprise du chantier le 15 septembre, mais n'abordant pas le volet financier qui reste totalement opaque. Le 15 septembre se situe après la date de la visite prévue à La Réunion du ministre des Outre-mer. Si les transporteurs croient que cet accord va les sauver, alors ils se tiendront tranquilles jusqu'au 15 septembre et ne perturberont pas la visite ministérielle. N'est-ce pas cela qui était le plus important pour les différents acteurs de la NRL ? Il est facile d'imaginer qu'une visite émaillée d'incidents n'aurait pas été dans le sens d'un dialogue serein en vue de demander à l'État de venir en aide à la Région pour financer la seconde partie de la route en mer.

Depuis vendredi, le calme est revenu chez les transporteurs. En effet, un accord a été conclu entre la Région Réunion, maître d'ouvrage de la route en mer, et le Groupement GTOI-SBTPC-Vinci, bénéficiaire du marché. Il prévoit un démarrage du chantier de la construction de la digue entre la Grande Chaloupe et La Possession.

Commencée jeudi, la réunion tenue sous l'égide de l'État en préfecture visait à concilier les points de vue de la Région Réunion et du Groupement. Au terme de cette rencontre, voici la seule information officielle, elle émane de l'État, qui a publié vendredi soir un communiqué de presse dont voici le teneur :

« Engagées jeudi matin à la préfecture de La Réunion sous l'égide du préfet, les discussions entre le Conseil régional de La Réunion et le groupement constructeur de la Nouvelle route du littoral ont abouti ce vendredi à 22 heures.

L'accord conclu permet la reprise des travaux de construction de la digue à partir du 15 septembre prochain. Il contribue ainsi à la relance de l'activité économique à La Réunion par la mobilisation de plusieurs entreprises et de nombreux travailleurs.

L'Etat se félicite de la conclusion de cet accord qui permet de poursuivre la construction de cet ouvrage essentiel à la sécurité des Réunionnais. »

Souvent prompt à communiquer, la Région Réunion n'a pas jugé utile de le faire jusqu'à présent. Il serait question d'une conférence de presse cette semaine. Le Groupement n'a pas non plus fait de commentaire.

Les majors du BTP pas des philanthropes

La seule déclaration officielle est donc à mettre au crédit de l'État. Elle reste silencieuse sur les conditions de l'accord et se contente d'annoncer une date, le 15 septembre.

Tout le reste ne peut donc être que spéculation. La thèse la plus souvent évoquée fait état d'une rallonge de 40 millions d'euros. Comme aucun des acteurs de cette réunion n'a encore communiqué par écrit à ce sujet, il est bien difficile de savoir qui va payer : la Région qui a baissé son budget de plus de 200 millions d'euros cette année ou l'État ?

Rappelons qu'au départ, une somme supérieure à 150 millions d'euros a circulé concernant la rallonge demandée par le Groupement. Personne ne peut croire que ces mutinationales du BTP sont des philanthropes. D'où un questionnement légitime sur un accord où la somme évoquée publiquement à la sortie est plus de 3 fois inférieure au moins à ce qui était demandé, soit une ristourne d'au moins 100 millions d'euros !

Le ministre arrive avant le 15 septembre

Nul doute que si cet accord offrait

la garantie au redémarrage du chantier en vue de son achèvement, la Région Réunion se serait empressée de communiquer. Au lendemain d'une claque électorale à Saint-Denis, toutes les occasions de remonter la popularité de Didier Robert, président de la Région, devraient être mises à profit dans la perspective des élections régionales prochaines. Mais ce n'a pas été le cas.

En effet, qui peut croire que le problème des matériaux, une question sans réponse depuis 10

ans, aurait été réglée durant ces deux jours de discussions. Le dernier avis rendu le 22 juillet dernier par l'Autorité environnementale a en effet rappelé que l'ouverture de l'indispensable carrière à Bois-Blanc n'est pas près de se faire.

Il ressort donc que l'accord conclu vendredi à la Préfecture ne contient qu'une seule certitude : il contribue à déminer le terrain dans la perspective de la prochaine visite à La Réunion du ministre des Outre-mer. Celle-ci étant prévue avant le 15 septembre, cela

signifie que Sébastien Lecornu n'aura pas à faire face à des barages de camionneurs ou à un blocus de la Région durant sa visite ministérielle. N'est-ce pas cela le plus important pour les différents acteurs de la NRL ? Il est facile d'imaginer qu'une visite émaillée d'incidents n'aurait pas été dans le sens d'un dialogue serein en vue de demander à l'État de venir en aide à la Région pour financer la seconde partie de la route en mer.

M.M.

Coronavirus à Madagascar : près de 20 millions d'euros d'aides sociales pour faire face au confinement

A Madagascar, le nombre des guérisons dépasse maintenant celui des nouveaux cas. Hier, 381 guérisons ont en effet été annoncées, contre 132 nouvelles contaminations. Depuis le premier cas en mars, ce pays de plus de 25 millions d'habitants recense 11660 cas dont 118 décès. Les restrictions de circulation sont maintenues notamment à Antananarivo la capitale, devenue l'épicentre de l'épidémie dans le pays. Afin de donner plus de moyens à la population pour supporter le confinement, le gouvernement mobilise pour près de 20 millions d'euros d'aides sociales. La dernière initiative en date est le lancement d'une campagne de distribution de 720.000 colis de produits de première nécessité : « Sosialim-bahoaka ».

1 sac de riz de 50 kg, 2 litres d'huile alimentaire, des légumes secs, deux boîtes de lait concentré, du sucre et du sel ainsi que le remède Covid-Organics, le tout pour une valeur équivalente à la moitié du SMIC à Madagascar, soit 25 euros : tel est le contenu d'une nouvelle aide d'urgence mobilisée

par le gouvernement malgache afin de soutenir les plus démunis : « Sosialim-bahoaka ». En effet, malgré le confinement et la suspension des transports en commun à l'exception des véhicules de ramassage des salariés d'entreprises capables de proposer un tel service, nombreux sont les habitants d'Antananarivo à sortir tous les jours pour travailler. Les restrictions de déplacement ont eu également un impact sur les conditions de vie, ainsi que sur les prix. Cette précarité est une des raisons qui explique la progression de l'épidémie de COVID-19 à Madagascar, malgré la diffusion d'un remède préventif et curatif mis au point par les chercheurs de l'IM-RA : le Covid-Organics. Donner plus de moyen à la population de rester à la maison le temps que passe l'épidémie est donc une nécessité.

Depuis le début de l'épidémie à Madagascar, le gouvernement a mis en place plusieurs aides à destination des plus démunis. Ce fut notamment « Tosika fameno », une aide de 100.000 ariary, soit la moitié du SMIC ou 25 euros. Une seconde phase de ce dispositif est

lancée, elle doit toucher 270.000 personnes dans les villes d'Antananarivo, Toamasina, Fianarantsoa et Moramanga.

« Sosialim-bahoaka » vient compléter ces mesures. Pour cette action, le chef de l'État a décidé d'être en première ligne. La première opération a eu lieu samedi au stade Malacam, à Antanimena. Hier, le Coliseum Antsonjombe a accueilli plusieurs milliers de personnes, espacées d'une distance d'un mètre, pour une autre action de ce type en présence du président de la République.

L'État indique mobiliser 72 milliards d'ariary soit près de 20 millions d'euros pour ces aides sociales. 720.000 foyers dans tout le pays pourront bénéficier de la distribution de ce colis.

Hier, le chef de l'État a consacré une partie de son agenda pour se rendre auprès des plus démunis. Il a rappelé que « tous les foyers en difficulté, sans aucune exception ni aucune discrimination, recevront cette aide sociale de l'État Malagasy pour faire face à la crise sanitaire ».

M.M.

Edito

L'énergie le pilier du nouveau modèle de développement réunionnais*

La question de l'énergie est centrale. Elle est le cœur du monde que nous vivons que ce soit pour les déplacements, le travail ou encore les loisirs. Nous devons reconnaître au génie réunionnais d'avoir assuré la fourniture en énergie de la totalité de l'île en totale autonomie, vu que les réseaux ne sont pas reliés avec une production extérieure.

Nous avons d'une part les réseaux et d'autre part la production. Pour répondre aux contraintes du territoire de grandes prouesses ont été effectuées. Nous ne citerons que la centrale hydro-électrique de Takamaka qui est une formidable épopée au vu des moyens techniques de l'époque ou encore les centrales thermiques transformant en énergie le résidu des cannes.

Néanmoins, dans un monde que nous voulons de plus en plus décarboné afin de préserver la planète, il nous reste une révolution à mener. Nous devons nous interroger d'abord sur la structure. Pour faire simple, nous avons des grandes usines de productions approvisionnant un réseau qui va du plus gros au plus petit. Cette caractéristique est liée au besoin d'interconnecter les réseaux et à une conception centralisée de la production. Ensuite nous pouvons questionner les modes de productions, pour faire simple renouvelable à l'origine devenu carboné in fine afin de répondre aux besoins de consommation.

Cette conception est liée aux connaissances de l'époque. Aujourd'hui les ingénieurs savent interconnecter des petites unités de production et faire fonctionner un réseau complexe grâce aux progrès du numérique. De plus les progrès en termes de conceptualisation permettent de créer des plus petits modèles tout aussi efficace.

Il convient donc de faire évoluer le réseau, en interconnectant des petites unités de valorisation mêlant photovoltaïque, biogaz, éolien et marémotrice au sein de chaque bassin de vie, en les connectant entre eux autour de production de secours que sont les centrales hydrauliques et les centrales thermiques.

La Réunion peut réussir ce défi pour l'humanité et ensuite devenir le laboratoire du monde de demain.

“D'une île au monde “, Paul Vergès

Nou artrouv'

David Gauvin

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond

Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny

Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany

Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;

1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud

2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau

2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland

B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Inn i sava, l'ot i vien, lé dé rényoné mé pou fé koi ? Nou va oir avèk lo tan

Nou la aprann dann zoinal lo réktèr Marimoutou la parti pran in post sokrètèr zénéral la COI (komisyon loséan indien). Moin lé kontan pou li, pars mi pans sa sé in rokonésans son valèr pèrsonèl ... Astèr mi poz amoin in késtyon , plis pou la form ké pou lo fon pars lo fon moin na konm linprésyon mi koné ali : donk mi domann amoin si sa i shanj kékshoz dann La COI. Dizon si in sokrètèr zénéral rényoné i shanj la natir la COI sansa si shanj pa. Si sa i rodone anou la plas nou néna natirèlman an parmi bannzil loséan insien sansa si i rann a nou nout plas-la.

Mi oi in gro défo dann la COI : Dabor li égzis pa tro dann kèr bann rényoné, épi in n'ot afèr La Frans la bien bord anou dann sète afèr-la. Nou lé kaziman dann kanal, é nout mèr patri lé konm lo koukou kan li sava ponn son zèf dann ni la pa li. Alor lo nouvo sokrètèr zénéral, avèk tout kalité toulmoun i rokoné ali, i pé sansa i pé pa rétabli anou dann nout droi natirèl. Sirman la pa sa la donn ali pou misyon. Alor kosa ni pé éspéré ? Sa i dépann la frans épi bannzil loséan inden...é pétète in pé la volonté politik La Rényon... Mi antan déza d'isi in pé apré di dann mon trou d'zorèye, mi rèv évéyé... Pé sfèr, i mank anou in jéan dsi lo poinnvizé politik é ni oi pa sète-la a nout lorizon.

Inn i sava, l'ot i vien. Marimoutou i sava, madam Manès i vien : nou néna in réktèr rényonèz é moin pèrsonèl moin lé bien kontan. D'apré sak i di an plis èl lé dann séraye lédikasyon nasyonnal... In séraye la sé konm in prizon sa non ? Mi pans si la mète aèl dann gro post-la, sé pars i rokoné son valèr. Mé èl i pran la plass kèlk'in té tré valab galman, mé kosa li la gingn fé ? Mi pans li l'aplik la politik son minis épi sète-la mèm l'aplik la politik son gouvèrnman. La nouvell réktèr va kontinyé fé lo mèm zafèr, pars mi oi pa koman in gran komiz l'éta i pé fé otroman. Sa la pa d'moun pou donn kou d'pyé dann brankar sa ! Sa i kapote pa la tab sa ! mèm si i fodré.

Alé ! Mi kite azot rofléshi la dsi. Tout fason nou va oir avèk lo tan. Fyé dosi, mé kont pa tro. Inn i sava l'ot i vien mé pou fé koi ? Nou va oir avèk lo tan.

Justin